



Le Quotidien

Statistique Canada

Le lundi 12 août 1996

Pour être diffusé à 8 h 30

PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

- **Dépenses publiques au titre de la culture, 1994-1995**

En 1994-1995, les dépenses publiques totales au titre de la culture ont connu une modeste hausse par rapport à l'exercice précédent. Toutefois, après correction pour l'inflation, elles sont en régression pour une cinquième année consécutive.

2
 - **Disponibilité et écoulement d'énergie, 1995**

La production d'énergie n'a progressé que de 4,0 % en 1995, ce qui en fait le taux d'augmentation le plus faible en trois ans.

5
-

AUTRES COMMUNIQUÉS

- | | |
|--|---|
| Chargements ferroviaires, période de dix jours se terminant le 31 juillet 1996 | 6 |
| Tendances de la population des entreprises, deuxième trimestre de 1996 | 6 |
| Indices des prix des matières brutes, premières estimations, juillet 1996 | 6 |
| Prix moyens de certaines entrées agricoles, juillet 1996 | 6 |
-

NOUVELLES PARUTIONS



PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

Dépenses publiques au titre de la culture 1994-1995

En 1994-1995, les dépenses publiques totales au titre de la culture ont connu une modeste hausse par rapport à l'exercice précédent. Toutefois, après correction pour l'inflation, elles sont en régression pour une cinquième année consécutive.

Les administrations fédérale, provinciales, territoriales et municipales ont consacré à la culture 5,84 milliards de dollars en 1994-1995, ce qui représente environ 0,5 % de plus que l'année précédente, mais moins que le sommet de 5,86 milliards de dollars atteint en 1992-1993.

Après correction pour l'inflation, les dépenses publiques totales au titre de la culture accusent cependant un recul de 0,3 % par rapport à l'année précédente, la cinquième année d'affilée de régression depuis 1989-1990.

Dépenses publiques au titre de la culture

	1989- 1990	1993- 1994	1994- 1995	1993- 1994 à 1994- 1995 variation en %
	millions de \$			
Administration fédérale	2 891	2 831	2 875	1,6
Administrations provinciales et territoriales	1 690	1 916	1 824	-4,8
Administrations municipales ¹	1 080	1 413	1 426	0,9
Toutes les administrations ² (\$ courants)	5 376	5 810	5 839	0,5
Toutes les administrations ² (\$ constants de 1986)	4 779	4 532	4 520	-0,3

¹ Les dépenses municipales sont pour l'année civile. Par exemple, les dépenses sous 1994-1995 représentent celles faites entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 1994.

² Ces dépenses n'incluent pas les transferts entre les administrations publiques, ce qui empêche de les calculer en additionnant les trois colonnes qui précèdent.

Le gouvernement fédéral a investi 2,88 milliards de dollars dans le secteur culturel (presque la moitié des sommes consacrées par l'ensemble des administrations au titre de la culture), ce qui constitue 1,6 % de plus que l'année précédente.

Note aux lecteurs

Les Enquêtes sur les dépenses publiques au titre de la culture visent tous les ministères et organismes culturels des administrations fédérale, provinciales et territoriales. Elles sont fondées sur une enquête annuelle menée auprès des ministères et organismes (29 à l'échelle du fédéral et 180 dans les provinces et les territoires) pour l'exercice compris entre le 1^{er} avril 1994 et le 31 mars 1995. Un échantillon de municipalités a servi à l'estimation des dépenses municipales au titre de la culture, sur la base de l'exercice allant du 1^{er} janvier au 31 décembre.

Les dépenses culturelles se répartissent en trois catégories: les dépenses de fonctionnement, les dépenses en capital et les subventions et contributions. Les dépenses de fonctionnement incluent celles qui contribuent au fonctionnement des ministères et organismes culturels. Les dépenses en capital portent sur la construction et l'acquisition d'immeubles, de terrains, de machines ou de matériel. Les subventions et contributions représentent l'aide apportée aux artistes et aux organismes du secteur culturel. Les dépenses publiques au titre de la culture sont principalement financées par l'octroi de crédits, mais aussi par d'autres sources, telles que les recettes de publicité (p. ex. la Société Radio-Canada).

Les administrations provinciales et territoriales ont consacré 1,82 milliard de dollars au titre de la culture, ce qui équivaut à 4,8 % de moins que l'an dernier, alors que les administrations municipales ont inscrit une hausse de 0,9 %, en allouant 1,43 milliard de dollars.

Modeste croissance des dépenses fédérales

La hausse de 1,6 % des dépenses fédérales au titre de la culture en 1994-1995 mettait fin au repli constaté depuis 1991-1992. Cette augmentation résultait en grande partie des dépenses plus élevées consacrées à la branche de la radiodiffusion. Même si les dépenses fédérales consacrées aux projets d'exploitation et d'investissement ont augmenté de 2 %, les subventions et les contributions fédérales et les autres transferts aux artistes et aux organismes du secteur culturel ont fléchi de 3 %. En 1994-1995, le gouvernement fédéral a consacré 86 % de son budget culturel total aux dépenses de fonctionnement et de capital.

La branche de la radiodiffusion, qui bénéficie de la plus grande part du budget culturel de l'administration fédérale, a reçu 1,58 milliard de dollars en 1994-1995 (juste un peu plus que la moitié du budget culturel fédéral total), ce qui constitue 4 % de plus que l'année précédente. Les dépenses au titre de la radiodiffusion étaient plus considérables

en Ontario et au Québec, surtout à cause de la concentration des installations de production et de l'infrastructure connexe. Presque tout le budget de la radiodiffusion a été consacré aux projets d'exploitation et d'investissement des ministères et des organismes fédéraux, comme la Société Radio-Canada et le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC).

À 410,6 millions de dollars, les dépenses fédérales dans les autres branches culturelles, notamment le film et la vidéo, l'édition de livres et de périodiques et l'enregistrement sonore, ont baissé de presque 2 % par rapport à 1993-1994. Les subventions, les contributions et les transferts à ces industries ont chuté de 3 %.

La contribution fédérale aux arts d'interprétation a subi des coupures encore plus marquées. Les sommes allouées ont régressé de 8 %, pour s'établir à 105,9 millions de dollars en 1994-1995. Les subventions (64,8 millions de dollars) ont baissé de 10 %.

Les dépenses fédérales au titre de la culture ont augmenté dans sept provinces et territoires seulement, le plus fortement dans les Territoires du Nord-Ouest (+12 %) et à l'Île-du-Prince-Édouard (+8 %). Elles ont baissé le plus au Yukon (-12 %) et à Terre-Neuve (-9 %).

Les dépenses fédérales par habitant variaient entre 690 \$ dans les Territoires du Nord-Ouest et 40 \$ en Colombie-Britannique.

Deuxième chute consécutive en dix ans des dépenses provinciales et territoriales

En 1994-1995, la baisse de 4,8 % des dépenses provinciales et territoriales au titre de la culture correspondait à la deuxième chute consécutive en dix ans. Les dépenses provinciales et territoriales ont baissé d'environ 2 % en 1993-1994. Les facteurs qui ont le plus joué dans la baisse la plus récente sont la réduction de 1 % des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital ainsi que la réduction de 7 % des subventions, des contributions et des transferts aux artistes et aux organismes culturels. La part des budgets provinciaux et territoriaux consacrée à la culture en 1994-1995 s'établissait à 1,08 milliard de dollars (59 % de leur budget culturel total).

On constate une baisse des dépenses supérieure à la moyenne nationale en Colombie-Britannique (-16 %), au Nouveau-Brunswick et à l'Île-du-Prince-Édouard (-8 % dans chacune de ces provinces), en Nouvelle-Écosse (-6 %) et en Ontario (-5 %). Le Manitoba, le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest ont affiché des augmentations.

Les administrations provinciales et territoriales ont dépensé en tout 676,2 millions de dollars pour

les bibliothèques, ce qui représente presque les deux cinquièmes de leur budget culturel total. Les dépenses provinciales et territoriales pour les bibliothèques ont connu une baisse de 10 % en 1994-1995 par rapport à l'année précédente. Terre-Neuve, l'Île-du-Prince-Édouard, le Québec, le Manitoba et le Yukon ont affiché des dépenses plus élevées pour les bibliothèques.

Même si bien des domaines culturels ont reçu un financement inférieur des administrations provinciales et territoriales en 1994-1995, les activités du patrimoine ont profité d'une augmentation de 3 %, pour atteindre 450,9 millions de dollars. Dans ce secteur, on inclut les institutions patrimoniales comme les musées, les archives et les parcs historiques et naturels. Malgré une compression de 7 % des subventions et des contributions à ce secteur, les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital ont augmenté de 6 %, pour se fixer à 367,4 millions de dollars. L'ensemble des provinces et des territoires, à l'exception des provinces de l'Atlantique et de l'Alberta, ont signalé une croissance de leurs dépenses dans ce secteur.

En 1994-1995, les dépenses provinciales et territoriales par habitant ont dépassé la moyenne nationale de 62 \$ au Yukon (289 \$), dans les Territoires du Nord-Ouest (202 \$), à l'Île-du-Prince-Édouard (90 \$), au Québec (83 \$), au Manitoba (78 \$) et en Colombie-Britannique (63 \$). Elles se situaient sous la moyenne nationale dans toutes les autres provinces, le Nouveau-Brunswick se classant dernier avec 41 \$.

Croissance soutenue des dépenses municipales

Les dépenses municipales au titre de la culture ont suivi la tendance à la hausse des dix dernières années. La croissance d'environ 1 % en 1994 s'explique surtout par l'augmentation des fonds alloués aux bibliothèques, qui ont accaparé en moyenne près des trois quarts du budget culturel des municipalités depuis 1984.

Au cours des dix dernières années, la part des municipalités du budget culturel total s'est accrue de 7 points, pour s'établir à 23 % en 1994. Les dépenses municipales au titre de la culture ont diminué à l'Île-du-Prince-Édouard, en Nouvelle-Écosse, au Québec et dans les deux territoires en 1994. Elles ont progressé dans toutes les autres provinces.

On peut se procurer des tableaux contenant des données des Enquêtes sur les dépenses publiques au titre de la culture (87F0009XPF, 50 \$). Les données sont résumées dans la publication *Le Canada, sa culture, son patrimoine et son identité: perspective*

statistique (87-211-XPB, 30 \$), qui paraîtra à l'hiver. Voir *Pour commander les publications*.

On peut aussi se procurer des données tirées de ces enquêtes et ventilées selon la province ou le territoire. Des tableaux spéciaux sont offerts aux fins de recherche, moyennant le recouvrement des coûts.

Pour plus de renseignements, communiquez avec Pina La Novara au (613) 951-1573, Programme de la statistique culturelle, Division de l'éducation, de la culture et du tourisme. Télécopieur: (613) 951-9040.

**Dépenses publiques au titre de la culture par habitant
1994-1995**

	Fédérales	Provinciales et territoriales	Municipales
	\$		
Canada	98	62	49
Terre-Neuve	89	48	22
Île-du-Prince-Édouard	140	90	10
Nouvelle-Écosse	87	58	31
Nouveau-Brunswick	90	41	26
Québec	116	83	37
Ontario	108	50	54
Manitoba	68	78	41
Saskatchewan	49	56	53
Alberta	59	57	41
Colombie-Britannique	40	63	80
Yukon	443	289	11
Territoires du Nord-Ouest	690	202	20

Disponibilité et écoulement d'énergie

1995

La production d'énergie n'a progressé que de 4,0 % en 1995, ce qui en fait le taux d'augmentation le plus faible en trois ans. Une croissance plus lente des exportations et une augmentation modeste de la consommation d'énergie au pays ont mis un terme à la hausse qu'avait connue récemment la production. Ainsi, les exportations ne se sont relevées que de 8,2 %, comparativement à 11,0 % l'année précédente, tandis que la demande intérieure n'a progressé que de 2,4 %, la plus petite augmentation depuis 1992.

L'escalade des exportations de gaz naturel et de pétrole brut est à l'origine de l'ascension de la production d'énergie observée ces dernières années. La totalité du gaz naturel d'exportation et la majorité du pétrole brut d'exportation sont acheminées aux États-Unis grâce à un vaste réseau de canalisations (pipelines). La progression exceptionnelle des exportations de gaz naturel et de pétrole brut a non seulement suscité la construction de nouvelles canalisations de pétrole, mais a aussi maintenu l'exploitation des canalisations de gaz naturel existantes presque à capacité.

Il y a deux grandes explications à la forte demande de gaz naturel aux États-Unis: le relèvement de la demande des compagnies d'électricité et des utilisateurs industriels et le prix plus faible du gaz naturel canadien. Devant l'affaiblissement des exportations canadiennes de gaz naturel, les acheteurs américains se sont tournés vers leurs réserves de gaz naturel pour subvenir à leurs besoins.

La croissance des exportations de pétrole brut s'est ralentie en 1995, à l'instar des exportations de charbon, tandis que celles d'électricité ont perdu du terrain comparativement aux chiffres de 1994.

Écoulement d'énergie

La consommation d'énergie s'est accrue de 2,4 % par rapport à 1994. On attribue principalement cette hausse à une consommation accrue dans le secteur industriel. Dans le secteur résidentiel, par contre, la consommation d'énergie a fléchi de 1,8 % en raison du temps anormalement clément observé au cours du premier semestre de 1995, qui a eu un effet à la baisse considérable sur les achats de combustibles destinés au chauffage.

La demande industrielle d'énergie a continué de prendre du mieux consécutivement au creux qu'elle avait atteint en 1991-1992, grâce à un solide gain de 3,8 % en 1995. Il s'agit de la hausse la plus

importante enregistrée en sept ans et, pour la première fois, la consommation d'énergie du secteur industriel a dépassé le sommet qu'elle avait atteint en 1989, avant la récession. On doit essentiellement le relèvement de la demande industrielle d'énergie au bond observé dans le secteur minier et à la solide croissance notée dans les industries manufacturières, en particulier dans les cimenteries, la sidérurgie et d'autres industries du même secteur.

La production d'énergie a presque augmenté de 50 % durant la dernière décennie, surtout à cause de la forte demande à l'exportation. Ainsi, depuis 1985, l'écoulement d'énergie au Canada a progressé de 17 %, imitant en cela la croissance démographique. Bien que la production ait bondi de 18 % dans le secteur de la fabrication, la consommation d'énergie, elle, n'a gagné que 6 %. Il faut en conclure que l'autonomie énergétique du secteur a grandi. La demande d'énergie par habitant du secteur de la fabrication n'a cessé de diminuer, en dépit de la structure énergivore du secteur. Les plus fortes hausses de la consommation d'énergie ont été enregistrées au niveau des transports, du commerce et du secteur résidentiel.

Disponibilité et écoulement d'énergie

	1994	1995	1994 à 1995 varia- tion en %
	pétajoules		
Production	13 941	14 493	4,0
Exportations	6 877	7 438	8,2
Importations	2 045	2 030	-0,7
Disponibilité (offre)	9 360	9 533	1,8
Utilisation non énergétique	745	727	-2,4
Écoulement	6 697	6 860	2,4
Industriel	2 086	2 165	3,8
Transports	2 027	2 073	2,3
Résidentiel et agricole	1 472	1 461	-0,7
Gouvernement et commercial	1 112	1 161	4,4

Note: Un plein d'essence de 30 litres contient environ un gigajoule d'énergie. Un pétajoule est égal à un million de gigajoules.

Données stockées dans CANSIM: matrices 4945, 4946, 4950 à 4962 et 7976 à 8001.

Le numéro du troisième trimestre de 1995 du *Bulletin trimestriel – Disponibilité et écoulement d'énergie au Canada* (57-003-XPB, 41 \$ / 136 \$) paraîtra bientôt. Voir *Pour commander les publications*.

Pour plus de renseignements, communiquez avec Manon Prévost au (613) 951-5370, Section de l'énergie, Division de l'industrie. Internet: prevman@statcan.ca. ■

AUTRES COMMUNIQUÉS

Chargements ferroviaires

Période de dix jours se terminant le 31 juillet 1996

Les quantités de marchandises transportées en wagons complets (à l'exclusion du trafic intermodal) pendant la période de dix jours se terminant le 31 juillet 1996 ont augmenté de 11,2 % par rapport à la même période de l'année dernière, pour atteindre 6,4 millions de tonnes métriques. Le nombre de wagons chargés a augmenté de 10,8 %.

Les 451 000 tonnes métriques dont le transport a été assuré par mode intermodal (rail-route) représentent une augmentation de 26,6 % par rapport à la même période en 1995. Le total cumulatif de l'année révèle une diminution de 3,5 %.

L'ensemble du trafic (trafic en charge complète et trafic intermodal) a augmenté de 12,1 % pendant la période de référence. Le total cumulatif de l'année est passé à 144,9 millions de tonnes métriques, ce qui représente une diminution de 2,3 % par rapport à l'année précédente.

Toutes les données cumulatives ont été révisées.

Pour plus de renseignements, communiquez avec Yasmin Sheikh au (613) 951-2518, Sous-section des transports terrestres, Division des transports. Télécopieur: (613) 951-0579. ■

Tendances de la population des entreprises

Deuxième trimestre de 1996

Au deuxième trimestre, le nombre d'entreprises ayant des employés reste essentiellement inchangé. La population des entreprises diminue de 0,10 % par rapport au trimestre précédent, pour s'inscrire à 927 983.

Le nombre désaisonnalisé de comptes actifs de retenues salariales augmente à l'Île-du-Prince-Édouard, en Alberta, en Colombie-Britannique et dans les deux territoires. Toutes les autres provinces enregistrent des pertes. Les gains affichés en Alberta se traduisent par une nette augmentation dans la région des Prairies.

Données stockées dans CANSIM: matrice 1420.

Pour plus de renseignements, communiquez avec Des Beckstead au (613) 951-6199, Division du registre des entreprises. ■

Indices des prix des matières brutes, premières estimations

Juillet 1996

Les estimations montrent que l'indice global a augmenté de 0,5 % en juillet par rapport à juin. La hausse de 2,6 % enregistrée par l'indice des combustibles minéraux a mené le pas, suivie par celle des substances animales et végétales (+0,8 %). Les baisses enregistrées par l'indice des métaux (-2,4 %) et par celui du bois (-0,5 %) ont eu un effet modérateur sur la hausse globale. Selon les estimations, l'indice des prix des matières brutes, sans la composante des combustibles minéraux, a diminué de 0,3 % en juillet.

Cette parution de données présente une estimation du changement pour juillet 1996 de l'indice des prix des matières brutes. Les données sont basées sur une collecte incomplète de l'enquête ainsi que sur d'autres indicateurs. Les indices réguliers seront publiés à la fin d'août.

Pour plus de renseignements, communiquez avec Paul-Roméo Danis au (613) 951-3350, Sous-section du service à la clientèle, Division des prix. Télécopieur: (613) 951-2848. Internet: danipau@statcan.ca. ■

Prix moyens de certaines entrées agricoles

Juillet 1996

Les prix moyens de certaines entrées agricoles de juillet 1996 sont disponibles selon la région géographique.

Données stockées dans CANSIM: matrices 550 à 582.

Pour plus de renseignements, communiquez avec la Sous-section du service à la clientèle au (613) 951-9606, Division des prix. ■

NOUVELLES PARUTIONS

Produit intérieur brut par industrie, mai 1996

Numéro au catalogue: 15-001-XPB

(Canada: 14\$/140\$; États-Unis: 17\$US/168\$US; autres pays: 20\$US/196\$US).

La statistique de la chaussure, trimestre terminé en juin 1996

Numéro au catalogue: 33-002-XPB

(Canada: 8\$/24\$; États-Unis: 9\$US/29\$US; autres pays: 11\$US/34\$US).

Produits chimiques industriels et résines synthétiques, juin 1996

Numéro au catalogue: 46-002-XPB

(Canada: 6\$/60\$; États-Unis: 8\$US/72\$US; autres pays: 9\$US/84\$US).

Le papier utilisé dans la présente publication répond aux exigences minimales de l'"American National Standard for Information Sciences" - "Permanence of Paper for Printed Library Materials", ANSI Z39.48 - 1984.



Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 1996. Il est permis de citer la présente publication dans les journaux et les magazines ainsi qu'à la radio et à la télévision à condition d'en indiquer la source: Statistique Canada. Toute autre forme de reproduction est permise sous réserve de mention de la source, comme suit, dans chaque exemplaire: Statistique Canada, *Le Quotidien*, numéro 11-001F au catalogue, date et numéros de page.

Pour commander les publications

Simplifiez vos recherches en feuilletant le *Catalogue de Statistique Canada, 1994* (11-204F, Canada 15\$; États-Unis: 18\$US; autres pays: 21\$US). L'index des mots-clés vous aidera à trouver des données statistiques sur l'activité économique et sociale.

Commandez *Le Quotidien* et autres publications par téléphone:

Ayez en main: • Titre • Numéro au catalogue • Numéro de volume • Numéro de l'édition • Numéro de VISA ou MasterCard.

Au Canada et aux États-Unis, composez: **1 (800) 267-6677**

Pour les autres pays, composez: **1 (613) 951-7277**

Ou envoyer votre commande par télécopieur: **1 (613) 951-1584**

Pour un changement d'adresse: veuillez indiquer votre numéro de compte.

Pour commander par la poste, écrivez à: Ventes et services, Division de la commercialisation, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du Receveur général du Canada/Publications. Au Canada, ajoutez 7% de TPS.

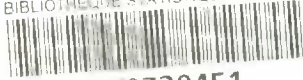
Les centres régionaux de Statistique Canada offrent toute une gamme de produits et services.

Pour trouver le centre le plus près, consultez les pages bleues de votre annuaire téléphonique sous la rubrique « Statistique Canada ».

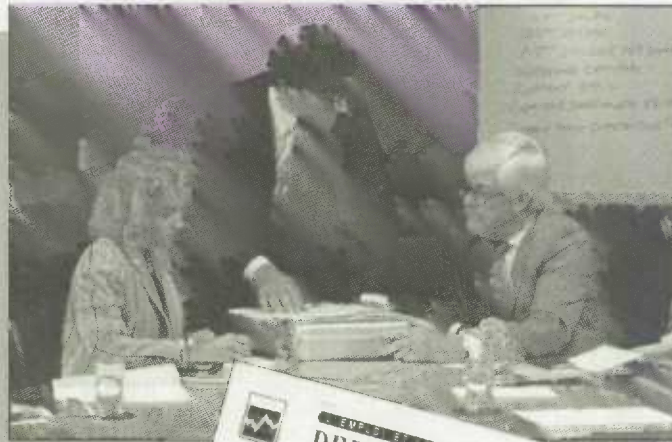
Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.

Notre équipe de chercheurs est à votre service pour 56 \$ par année

STATISTICS CANADA LIBRARY
BIBLIOTHÈQUE STATISTIQUE CANADA



1010730451



S'abonner à *L'emploi et le revenu en perspective*, c'est disposer d'une division entière de chercheurs à votre service. Des faits solides. Des analyses objectives. Des statistiques fiables.

La publication n'a pas que des faits et des chiffres. Elle offre également des analyses de fond sur des questions complexes touchant l'emploi et le revenu, de façon à fournir des indications claires et précises sur les tendances actuelles du marché du travail et des revenus.

Notre équipe de spécialistes met à votre disposition des données récentes sur l'emploi et le revenu. Dans chacun des numéros trimestriels, vous trouverez :

- des articles de fond sur l'emploi et le revenu
- plus de 50 indicateurs clés de l'emploi et du revenu
- un aperçu de la recherche en cours
- de l'information sur les nouvelles enquêtes

En prime, vous recevrez le *Bilan du marché du travail* deux fois l'an. Vous disposerez ainsi d'une analyse à jour de la situation du marché du travail pour les six derniers mois ou la dernière année.

Tout cela pour 56 \$ seulement!



Des milliers de professionnels au Canada consultent *Perspective* pour connaître les tendances de l'emploi et du revenu, ainsi que les plus récents résultats de recherche. Votre abonnement vous permettra de connaître tous les faits.

Nous savons que *L'emploi et le revenu en perspective* deviendra pour vous un outil indispensable. C'EST GARANTI. Si vous n'êtes pas satisfait après avoir lu le premier numéro, nous vous REMBOURSERONS le montant payé pour les numéros à venir. Abonnez-vous à *Perspective* (n° 75-0010XPF au cat.) dès aujourd'hui.

ABONNEZ-VOUS DÈS MAINTENANT!

Pour 56 \$ seulement (plus 3,92 \$ de TPS et la TVP en vigueur), vous recevrez les plus récentes recherches sur l'emploi et le revenu (quatre numéros par année). L'abonnement est de 68 \$ US aux États-Unis et de 80 \$ US dans les autres pays. Faites parvenir votre commande par télécopieur (VISA ou MasterCard) au (613) 951-1584, par téléphone (sans frais) au 1-800-267-6677, par courrier à :

Statistique Canada, Division des Opérations et de l'intégration, Direction de la circulation, 120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario) K1A 0T6.

Ou communiquez avec le Centre de consultation de Statistique Canada le plus près. (Voir la liste dans la présente publication).
Via l'Internet: order@statcan.ca